



## RAPPORT D'ANALYSE DES DONNÉES DE MONITORING DE PROTECTION – RÉGION DE MARADI, NIGER OCTOBRE 2020



Corvée d'eau au site de Dan Kano (03 octobre 2020)

I. Évolution du contexte sécuritaire .....	2
II. Contexte opérationnel.....	2
III. Incidents de protection.....	3
IV. Monitoring communautaire de protection .....	5
1. <i>Mouvements de populations</i> .....	5
2. <i>Protection de l'enfance</i> .....	6
3. <i>Violences basées sur le genre (VBG)</i> .....	6
4. <i>Cohabitation pacifique entre les communautés</i> .....	7
5. <i>Accès aux moyens de subsistance</i> .....	7
6. <i>Accès aux services sociaux de base</i> .....	8
6.1 <i>Accès à l'eau</i> .....	8
6.2 <i>Santé</i> .....	8
6.3 <i>Education</i> .....	8
V. <i>Actions de préventions et de réponses</i> .....	8
VI. <i>Suivi et référencement des personnes à besoins spécifiques (PBS)</i> .....	9
VII. <i>Besoins prioritaires</i> .....	10
VIII. <i>Les Gaps</i> .....	10
IX. <i>Recommandations</i> .....	11

## I. Évolution du contexte sécuritaire

La situation sécuritaire reste volatile dans la région de Maradi, même si l'on a noté une baisse des incursions des groupes armés non étatiques (GANE) au cours du mois d'octobre 2020, comparativement à celui de septembre. Au total, on dénombre sept (07) incursions des GANE alors que le mois de septembre en a connu 15 cas. En effet, la première moitié du mois d'octobre a été caractérisée par une récurrence des incursions des GANE, en particulier dans la commune de Gabi, avec à la clé des vols de bétail et autres violations du droit à l'intégrité physique et à la vie. La seconde moitié du mois a été marquée par une relative accalmie. D'une façon globale, il a été relevé une promptitude des forces de défense et de sécurité (FDS) qui se sont illustrées par une réactivité qui a permis de tenir en échec certaines incursions ou de retourner le bétail volé aux propriétaires, lorsque des poursuites sont engagées. Ce qui pourrait expliquer entre autres la tendance à la baisse des attaques des GANE.

Les activités socio-économiques des communautés restent au ralenti pendant que d'autres seraient totalement abandonnées avec l'insécurité et les menaces permanentes des GANE. Aucun lieu ou passage routier ne serait sûr pour les communautés : les villages d'accueils, les axes routiers ou les marchés hebdomadaires. L'agressivité constatée au travers des sévices corporels à des femmes qui se seraient déplacées dans leur village d'origine est également illustrative de cette situation.

Par ailleurs, l'impact des inondations continue de sévir dans les villages sous monitoring, en affectant les moyens d'existence (champs inondés, bétail décimé, etc.) des communautés ainsi que les infrastructures sociales de base (chambres, classes ou murs d'écoles effondrés, toits soulevés ou emportés, etc.). Les actions en cours, déployées par les différents acteurs vont assurément permettre de réduire la vulnérabilité des ménages affectés. À noter que les opérations de relocalisation des réfugiés relancées au courant du mois d'octobre participent également de cet effort de protection.





La rentrée scolaire 2020-2021 s'est effectuée à la mi-octobre 2020. Il a été noté des efforts de protection des nouveaux arrivés du Nigéria (76 Ménages de 355 Personnes) consentis par les acteurs étatiques et les partenaires humanitaires dans la perspective d'une inclusion des enfants réfugiés dans le système éducatif nigérien. Ces actions ont inclus la construction des classes et recrutement des enseignants en cours, la décision d'intégrer les enfants réfugiés dans les centres d'éducation alternatifs [CEA] et les centres communautaires d'éducation alternatifs des jeunes [CCEAJ], cours de mise à niveau aux enfants réfugiés, etc. Toutefois, à l'épreuve des faits, la plupart des enfants réfugiés n'ont pas encore repris les chemins de l'école. Cette situation illustre un besoin d'actions plus ardues afin que ces enfants ne ratent pas à nouveau leur scolarité.

## II. Contexte opérationnel

Le contexte opérationnel du mois d'octobre 2020 a été marqué par :

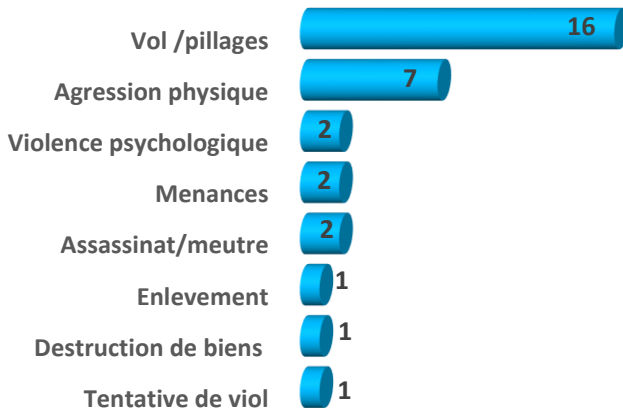
- La rentrée scolaire 2020-2021 effectuée à la mi-octobre 2020 ;
- La poursuite des patrouilles des FDS dans les départements de Guidan Roundji et Madarounfa, avec une promptitude marquée dans la réponse aux alertes ;
- Une baisse des incursions comparativement au mois de septembre ;
- Un ralentissement des activités socio-économiques des communautés pendant que d'autres seraient totalement abandonnées avec l'insécurité ;
- L'enlèvement d'un réfugié qui reste aux mains des GANE ;
- Renforcement de la collaboration entre les FDS et les communautés pour faire face à l'insécurité.

### III. Incidents de protection

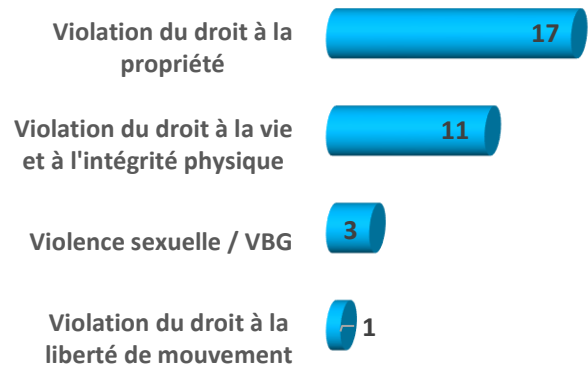
-  32 Incidents de protection rapportés en octobre 2020
-  47 Personnes victimes
-  Nouveaux arrivés du Nigeria : 76 ménages de 355 personnes
-  383 têtes de bétails volés



#### Répartition des incidents par typologie



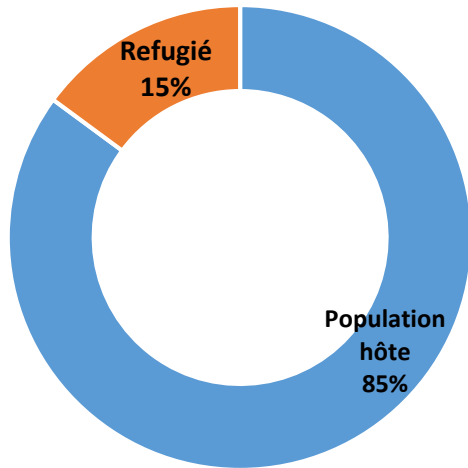
#### Répartition des incidents par type de violations



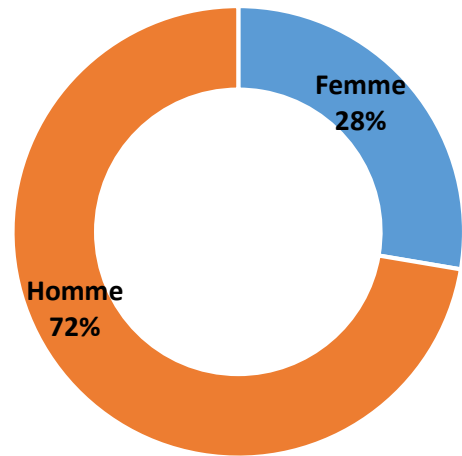
Les vols et pillages représentent pour ce mois 50 % des incidents, soit 16 sur les 32 incidents enregistrés. Ils maintiennent la première place en matière d'incidents une fois de plus. Ils sont suivis par les agressions physiques avec 22 %. Viennent ensuite les assassinats/meurtres, les menaces et les violences psychologiques avec respectivement 6 % chacun. Un cas d'enlèvement, un cas de tentative de viol et un cas de destruction de biens ferment ce chapitre avec chacun 3 % des incidents de protection.

En termes de violations, c'est le droit à la propriété qui a été le plus entamé et représente 53 % des violations. S'en suit avec 34 %, la violation du droit à la vie et à l'intégrité physique. 10 % des violations sont de type violences basées sur le genre (VBG) et 3 % liées à la liberté des mouvements.

### Répartition des victimes par statuts

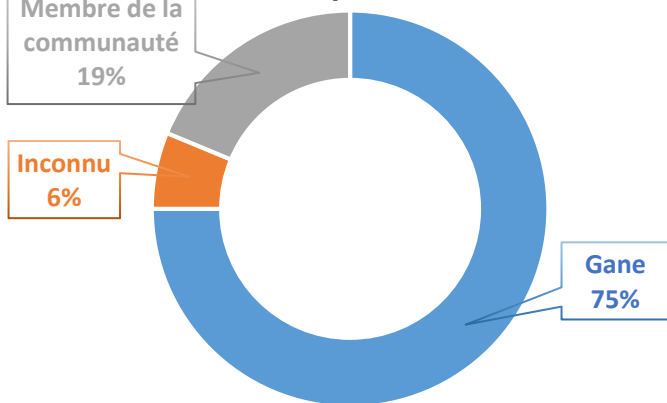


### Répartition par catégorie de population



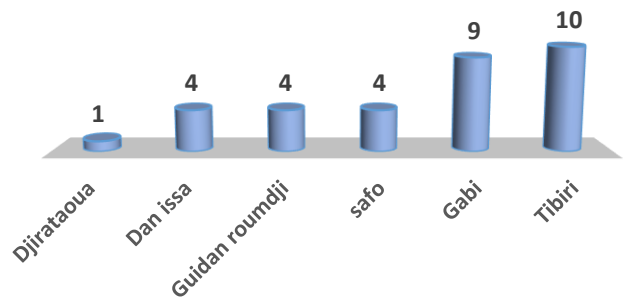
À la lecture du graphique ci-dessus, c'est la population hôte qui paye le plus lourd tribut des violations de droits. 85 % des victimes sont issues de la population hôte contre 15 % de réfugiés. En outre, les hommes 72 % des victimes, demeurent les plus affectés. 28 % des victimes étant des femmes. Il est à noter qu'aucun enfant n'a été victime de violation parmi les incidents rapportés durant ce mois d'octobre.

### Répartition des incidents par auteurs présumés



Les GANE sont responsables de 75 % des violations enregistrées au cours de ce mois. Ils maintiennent la tête de liste, tout comme les mois précédents. Ils sont de loin suivis par les membres de la communauté avec 19 % en termes de commission des violations enregistrées et enfin les auteurs inconnus à qui sont attribués 6 % des violations.

### REPARTITION DES INCIDENTS PAR COMMUNE



La commune de Tibiri et celle de Gabi respectivement avec 10 et 09 incidents sont les plus concernées par les violations de droits. 3<sup>ème</sup> ex aequo, les communes de Safo, Guidan Roudji et Dan Issa ont enregistré chacune 4 incidents. La commune de Djirataoua se retrouve avec un incident.

## IV. Monitoring communautaire de protection

### 1. Mouvements de populations

#### 1.1 Nouveaux arrivés du Nigéria

Pour ce mois d'octobre 2020, il a été rapporté l'arrivée de 76 ménages de 355 personnes (soit 31 hommes, 81 femmes, 126 filles et 117 garçons) en provenance majoritairement de l'État fédéré de Katsina ou encore des États de Sokoto et Zamfara vers les villages des communes de Guidan Roumji, Dan Issa et Madarounfa. La raison principale de ces mouvements reste l'insécurité qui sévit dans leurs villages d'origines. En observant de près, on constate une tendance à la hausse de ce type de mouvements en octobre, comparativement aux mois d'août (14 ménages de 68 personnes) et septembre (07 ménages de 44 personnes). Ce qui dénote d'une escalade des attaques des GANE au Nigéria.

#### 1.2 Mouvements pendulaires des réfugiés (aller et retour)

Il ressort des données du monitoring qu'en octobre, 1.131 ménages de 3.462 personnes ont effectué des mouvements pendulaires en aller-retour majoritairement entre les villages d'opportunités et les villages nigériens. Il s'agit de 169 hommes, 1.180 femmes, 1.074 filles et 1.039 garçons qui ont effectué des mouvements de cette nature entre les villages des États fédérés de Katsina, Zamfara, Sokoto et les villages d'accueil et d'opportunités au Niger, dans les communes de Chadakori, Guidan Roumji et Dan Issa. Comparativement au mois de septembre qui totalisait 476 ménages de 1.731 personnes, l'on constate une hausse exponentielle de ménages effectuant ce type de mouvements. Les travaux de récoltes, la recherche des moyens de subsistance, les événements sociaux (mariages, décès, visites des proches) ainsi que la vérification de la situation sécuritaire dans les villages d'origines sont à dominance les raisons de ces mouvements. Il faut souligner que les mouvements pendulaires, au-delà des risques d'exposer les personnes à de nouveaux abus, présentent des risques attentatoires à la sécurité physique, la santé et l'éducation des enfants. Ces risques sont d'autant plus perceptibles que dans les villages d'opportunités, pour échapper à la réattribution de leurs abris, les ménages s'adonnant aux mouvements pendulaires vers le Nigéria, laissent quelques enfants qui passent la journée à la devanture des abris pour en assurer la garde et passer la nuit chez les voisins. Avec la rentrée scolaire, les mouvements pendulaires risquent de porter un coup dur, sinon compromettre le cursus scolaire des enfants réfugiés.

#### 1.3 Mouvements inter villages au Niger

Avec 673 ménages réfugiés de 2.251 personnes dont 296 hommes, 734 femmes, 593 filles et 628 garçons pour le mois d'octobre 2020, les mouvements inter-villages sont également en hausse par rapport au mois de septembre qui totalisait 364 ménages de 1.302 personnes. Effectués entre les communes de Chadakori, Guidan Roumji et celle de Guidan Sori principalement, ces mouvements sont justifiés entre autres par des motifs sociaux (visites des proches, mariages, baptêmes, décès) ou encore à la recherche de moyens de subsistance, à travers les petits travaux de récolte contre rémunérations, dans le but de rembourser les dettes contractées auprès de la population hôte. Par ailleurs, 01 ménage de PDI constitué de 09 personnes dont 01 homme, 01 femme, 03 filles et 04 garçons a quitté le village de Moullé pour se rendre à Abalak dans la région de Tahoua à la recherche de meilleures conditions de vie.

#### 1.4 Déplacements internes

Partagées entre résignation et espoir dû probablement à la présence des groupes d'auto-défense et la prompt réaction des FDS en cas d'alerte, les populations semblent avoir peu envie de se déplacer de leurs villages d'origines à un autre. À titre illustratif, par rapport au mois de septembre qui totalisait 59 ménages de 415 personnes, l'on a constaté une baisse considérable pour ce qui concerne le mois d'octobre 2020. En effet, seuls 15 ménages de 106 personnes dont 11 hommes, 13 femmes, 35 filles et 47 garçons se sont déplacés des villages de Mairowa, Welaré et Mai Farou pour se rendre dans les villages de Daourawa, dans le département de Madarounfa et Garin Kaka, dans le département de Guidan Roumji. Notons que ces mouvements ont été effectués à titre préventif.

La situation des déplacés internes dans les villages d'accueil est restée sans solution pour le moment, cela reste déjà un handicap aux mouvements. Avec la rentrée scolaire où les enfants doivent aller à l'école, aucun mouvement n'a été constaté au courant du mois d'octobre 2020.

### 1.5 Mouvements de retour des PDI dans leurs villages d'origine

Pour ce mois d'octobre 2020, 08 ménages de 47 personnes dont 08 hommes, 11 femmes, 9 filles et 19 garçons ont quitté le village de Tokorawa pour se retourner à Chirgué, leur village d'origine, compte tenu de la relative accalmie qui y règne.

### 1.6 Mouvements de retour des réfugiés du Nigeria

L'instabilité sécuritaire qui prévaut dans certains villages nigériens relevant de l'État fédéré de Katsina a occasionné le retour de 14 ménages de 69 personnes, dont 01 homme, 15 femmes, 28 filles et 25 garçons en provenance des villages de Garin Gado, Ajassou, Zandam vers les villages de Dan Abdallah Dan Issa et Hirji, au Niger.

## 2. Protection de l'enfance

Les incursions sporadiques des GANE génèrent de la peur chez les enfants car ils vivent avec les communautés et entendent toutes les discussions autour de la question sécuritaire dans les villages d'accueil de Tibiri et Guidan Sori. Les enfants ne demeurent pas en marge de cette réflexion avec la rentrée des classes. Un sage de Dan Toukoyou a rapporté aux équipes que : *« avant, nos enfants étaient à côté de nous tous les jours et à tout moment mais maintenant avec l'école ils sont loin »*. Et d'ajouter : *« si les voleurs interviennent, c'est un problème pour nous car ils vont courir dans tous les sens et pourraient se retrouver en forêt »*.

Pour ce mois d'octobre 2020, on ne dénombre aucun enfant victime de violation de droit parmi les incidents rapportés. Cependant, le monitoring effectué a permis d'identifier et référer vers les partenaires plusieurs enfants à besoins spécifiques. À titre d'exemple, 22 cas d'enfants séparés, orphelins et vivant avec un handicap mental, ont été identifiés et référés vers le partenaire Save the Children. Du reste, 24 cas d'enfants handicapés, identifiés dans les villages d'accueil ont été référés vers le partenaire Danish Refugee Council (DRC). Quant au partenaire Action Pour le Bien Être (APBE), il a reçu 50 cas d'enfants malades, identifiés par les moniteurs de protection, dans les villages d'opportunités. Par ailleurs, si la rentrée scolaire a été officiellement effectuée le 15 octobre 2020, il n'en demeure pas moins qu'au 30 octobre, son effectivité sur le terrain, notamment pour les enfants réfugiés, pose encore quelques interrogations.

En effet, en dehors de quelques villages tels que Garin Yahaya où l'intervention du partenaire Norwegian Refugee Council (NRC) a permis de recruter 184 enfants réfugiés et PDI, le taux d'inscription des enfants déplacés reste très faible. Les mouvements pendulaires des parents avec les enfants, l'insuffisance des infrastructures d'accueil dans certains villages, à l'exemple de Dan Koullou, le faible enthousiasme de certains parents à inscrire les enfants à l'école, pour des raisons multiples (possibilité d'un utopique retour dans les villages d'origines, préférence pour l'école coranique, etc.) sont entre autres les raisons qui entravent l'effectivité de la rentrée pour ces enfants.

Il importe de soutenir les efforts du gouvernement et des partenaires comme NRC afin que les enfants réfugiés et déplacés internes puissent jouir de ce droit fondamental qu'est l'éducation et pour ainsi dire, éviter le scénario de 2019, année où ces enfants n'ont pas pu étudier. Dans cette perspective des séances de sensibilisations sur l'importance de l'inscription des enfants à l'école ont été effectuées. Plus globalement en octobre 2020, les sensibilisations sur la protection de l'enfance ont touché 1.077 personnes (soit 188 hommes, 528 femmes, 182 filles et 179 garçons).

## 3. Violences basées sur le genre (VBG)

La prévention des risques de VBG à travers les sensibilisations fait partie des activités de routine des moniteurs de protection dans les différentes zones de couverture. Durant la période du rapport, les sensibilisations sur les différents types de VBG ont touché 386 personnes (soit 71 hommes, 154 femmes, 82 filles et 79 garçons). Ces séances de sensibilisations servent aussi de cadre pour réitérer l'importance des signalements et référencement pour les victimes/survivantes car le monitoring ne s'inscrit pas dans la recherche active. Au cours du mois, ce sont deux femmes qui ont été victimes de VBG.

Pour la première, réfugiée installée dans le village d'opportunité de Chadakori, elle a été victime de violence psychologique faite d'insultes et d'humiliations de la part de son mari. Elle a bénéficié d'un référencement vers l'acteur VBG.

Quant à la deuxième, victime de tentative de viol, elle a été victime d'un conducteur de taxi moto en pleine brousse. Elle a dû se débattre pour s'échapper de l'assaillant. Non consentante pour un référencement vers les partenaires VBG, elle a préféré un règlement au niveau de la justice coutumière où le bourreau s'est vu infliger une amende par le chef de canton.

Cette situation montre jusqu'à quel degré le référencement des cas de VBG vers les services de protection pour une prise en charge holistique est confronté à un système de justice coutumière qui, en réalité ne règle qu'en partie le problème des survivant(es), notamment l'aspect judiciaire de la prise en charge. Ce mode de règlement occulte souvent les autres aspects de la prise en charge (médical, psychosocial, sécurité physique, intégration socio-économique). L'intervention des partenaires œuvrant dans le domaine des VBG, en particulier dans le département de Madarounfa pourra aider à inverser la tendance même si cela prendra du temps. L'arrivée du partenaire APBE dans les communes de Djirataoua et Dan Issa sur financement du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) permettra d'améliorer la réponse aux VBG.

#### **4. Cohabitation pacifique entre les communautés**

Sur une base hebdomadaire, les équipes sillonnent les villages pour organiser des sensibilisations dont une des thématiques porte sur la cohabitation pacifique entre les réfugiés, PDI et populations hôtes. En fin octobre, les autorités régionales, départementales, communales et coutumières ont été dans les villages d'accueils de Tibiri afin de sensibiliser les populations sur la même thématique. Et les communautés auraient beaucoup insisté sur le dialogue communautaire qu'ils auraient estimé être leur « arme de dissuasion et de compréhension mutuelle en vie de société ».

La cohabitation entre communautés hôtes, réfugiés et déplacés internes des villages d'accueils de Tibiri et Guidan Sori se passe dans des conditions apaisées et encadrées par le regard de l'ensemble de la société sur le respect des balises communes consensuelles.

Cependant, toute vie commune en société ne saurait être parfaite. Les communautés hôtes accusent au quotidien « les mouvements pendulaires d'être la cause des incursions, tant dans les villages d'accueils de Tibiri et Guidan Sori que sur les axes routiers ». Les communautés auraient toujours considéré ces mouvements comme une manière de donner des informations aux GANE. À ce niveau, les difficultés existent toujours et ne sauraient être aplanies jusqu'à présent car des réfugiés font des fois ces mouvements soit pour des visites à leurs familles restées au Nigeria ou pour prendre des effets dans leur village d'origine. Certains agissent de bonne foi mais d'autres pourraient favoriser des incursions avec les éléments des GANE et cela provoque la suspicion à tous les niveaux.

#### **5. Accès aux moyens de subsistance**

L'assistance alimentaire aux réfugiés enregistrés se poursuit dans les villages d'opportunités quand bien même la prise en charge des personnes auto-relocalisées et autres réfugiés en visites aux proches parents a des répercussions sur le stock alimentaire des réfugiés. Ceci les pousse, à l'image des réfugiés non enregistrés, à activer des mécanismes de résiliences faits d'emprunts de céréales, de mendicité et toutes formes de travail permettant de joindre les deux bouts. Il faut rappeler que les effets conjugués des inondations et de la chenille destructrice des grains de mil (champs inondés, épis de mil détruits) ont considérablement affaibli les moyens d'existence des populations. Avec la fin de la campagne hivernale et le début de la récolte, les prix des céréales ont connu une baisse sur les marchés, par rapport aux mois précédents ; même si réfugiés et PDI parlent encore d'inaccessibilité en raison des faibles ressources dont ils disposent.

Par conséquent, la mendicité et les autres stratégies de résilience continuent d'être déployées, malgré les risques sur la protection pour les femmes et enfants notamment. Cependant, l'assistance apportée par le partenaire NRC en cash, dans quelques villages d'accueil du département de Guidan Roudji, a constitué une bouffée d'oxygène pour les réfugiés non enregistrés. Au plan sanitaire, la clinique mobile organisée seulement par le partenaire ALIMA/BEFEN se poursuit sans pour autant couvrir l'ensemble des villages d'accueil des communes de Guidan Roudji, Tibiri et Guidan Sori où le partenaire intervient. Ceci en raison d'une insuffisance de staff et du contexte sécuritaire de certaines zones. Dans les villages d'opportunités où la prestation est plus garantie du fait de la présence permanente du partenaire APBE (à l'exception de Chadakori), il est de plus en plus constaté une rupture de

médicaments en raison de l'énorme pression sur les centres de santé qui, en plus des villages d'opportunités, reçoivent aussi des patients des villages environnants.

## **6. Accès aux services sociaux de base**

### **6.1 Accès à l'eau**

Avec la présence des réfugiés et déplacés internes, le besoin en eau a augmenté. Les équipes ont relevé un problème d'eau dans le village de Kelkelé qui serait lié au tarissement permanent des deux puits du village. Plusieurs des villages dont : Mallamai, Tsouké, Allah Karabo, Toda Peulh, Dan Kandé, Akkali, Dan Gado, Garin Nissa, Ido Gassaou, Guilbadi, Kelkelé, Dan Komma, Dan Dagui, Kourdoossou ont des difficultés d'eau relatives à l'opérationnalisation des forages qui seraient en panne depuis plusieurs jours et certains puits qui tarissent vite.

Le problème d'eau concerne également les écoles des villages d'accueils de Tibiri et Guidan Sori dont 30 au total auraient réclamé des adductions d'eau. Des écoles de Tibiri dont 6 et 24 de Guidan Sori se trouveraient dans une situation de besoins en eau à l'école.

### **6.2 Santé**

La situation sanitaire des communautés aurait régressé depuis l'absence des cliniques mobiles dans les villages d'accueils de Tibiri et Guidan Sori. L'absence des produits pharmaceutiques dans les centres de santé et la cherté des produits existant de même que le traitement coûteux pour les communautés serait un calvaire supplémentaire au problème d'eau et à la scolarisation de leurs enfants.

### **6.3 Education**

Avec la rentrée des classes, les enfants auront la chance de retourner à l'école et aux nouveaux inscrits d'être pris en charge par les enseignants. Ainsi il serait important de revoir les infrastructures de l'école et les besoins à satisfaire pour le bonheur des communautés.

Pendant cette année scolaire, 2.663 élèves déjà inscrits attendent d'avoir des enseignants au même moment où 3.677 nouvelles recrues viennent de fouler pour la première fois l'entrée de l'école.

## **V. Actions de préventions et de réponses**

Dans le département de Madarounfa et les communes de Guidan Roudji et Tchadakori des séances de sensibilisation sur la protection de l'enfant, l'éducation des enfants, la protection des enfants contre le froid, les VBG, les risques des mouvements pendulaires, l'hygiène corporelle et environnementale, l'importance de la relocalisation, la prévention contre le paludisme. Au total, ces activités ont touché 5.727 personnes (dont 910 hommes, 2.386 femmes, 1.275 filles et 1.156 garçons).

Durant le mois d'octobre, les visites à domicile (VAD) ont concerné 1.485 ménages de 7.516 personnes (soit 746 hommes, 2.139 femmes, 2.517 filles et 2.114 garçons). Les difficultés principales relevées demeurent celles liées à l'alimentation, à la santé ou encore à la promiscuité dans les villages d'accueil.

Au niveau des villages accueillant les PDI, hormis trois (3) villages qui jadis, bénéficiaient des distributions de vivres dans le département de Madarounfa (Moullé, Inkouregaou et Garin Wali), la majorité des villages du département souffrent de l'absence des partenaires, non seulement pour la prise en charge des besoins spécifiques ; mais aussi pour la réponse à d'autres besoins tels que l'assistance alimentaire. En termes de capacitation, il est à noter que des sessions de renforcement des capacités sur la protection internationale et le monitoring de protection ont été organisées par le partenaire CIAUD à l'endroit des FDS et autorités locales du département de Madarounfa et du chef-lieu de la région de Maradi.

Du reste des journées de sensibilisations ont été initiées à l'intention des leaders communautaires (issus de la population hôte et réfugiée), hommes et femmes, en vue de les rendre davantage sensibles aux activités de monitoring de protection et les amener à comprendre mieux leurs responsabilités afin que les populations vulnérables puissent bénéficier pleinement des services de protection. Ce sont au total, 112 personnes (incluant les leaders communautaires, les forces de défense et de sécurité, les autorités locales, les directeurs départementaux et régionaux des services techniques) qui ont été touchées par ces séances de sensibilisation et de renforcement des capacités. L'objectif principal de toutes ces activités est de permettre aux différents acteurs de mieux cerner les concepts et contours de la



protection internationale, l'importance du monitoring de protection afin de faciliter la collaboration avec ces derniers.

Dans les communes de Tibiri et Guidan Sori les sensibilisations ont porté sur les thèmes suivants : la prévention sur le risque de contamination de la maladie à coronavirus (COVID-19), le respect des mesures d'hygiène, les risques sécuritaires dans le cadre des mouvements pendulaires, l'importance de la documentation civile, l'accès aux services sociaux de base en situation d'urgence, la protection, la cohabitation des réfugiés, des PDI, populations hôtes. Le tableau ci-dessous indique le nombre de personnes touchées, le genre et le statut.

Thèmes	Ménages	Personnes	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Hôte	PDI	Réfugiés
N°1	6	48	13	18	12	5	7	19	22
N°2	11	97	37	18	32	10	52	7	38
N°3	24	171	19	39	53	60	81	11	79
N°4	1	12	1	3	7	1	0	12	0
N°5	5	55	7	10	24	14	26	8	21
N°6	24	229	32	40	79	78	106	49	74
<b>TOTAL</b>	<b>71</b>	<b>612</b>	<b>109</b>	<b>128</b>	<b>207</b>	<b>168</b>	<b>272</b>	<b>106</b>	<b>234</b>

Au total, les sensibilisations ont concerné 71 ménages de 612 personnes (soit 109 filles, 128 garçons, 207 femmes, 168 hommes) dont 272 membres des communautés hôtes, 106 déplacés internes et 234 réfugiés.

## VI. Suivi et référencement des personnes à besoins spécifiques (PBS)

L'absence des cliniques mobiles dans les villages d'accueils de Tibiri et Guidan Sori a un impact négatif sur le référencement des personnes à besoins spécifiques (PBS). Le retard dans la prise en charge également ne serait pas moindre car les communautés rappellent toujours aux équipes de moniteurs la nécessité de leur prise en charge sur leurs frais au niveau des centres de santé et une telle situation n'encourage pas les référencements de tous les cas qui peuvent se présenter : maladies, suivi psychologique ou violences basées sur le genre de quelle nature qu'ils soient, etc.

Dans le cadre de la sensibilisation communautaire au sein des ménages dans les villages d'accueil de Tibiri et Guidan Sori, les équipes de monitoring ont détecté 51 cas de PBS qui ont été référés vers les partenaires de réponse dont 46 cas handicapés psychomoteurs, visuels et surdités vers DRC et 5 cas de maladie vers Alima/Befen.

No	Partenaires	Total	Enfants	Adultes	Raisons	Code de vulnérabilité
01	Alima-Befen	05	02	03	Condition médicale critique	SMCC
02	DRC	46	13	33	Surdité ; Psychomoteur ; visuel.	DS-DF ; DS-DB
	<b>TOTAL</b>	<b>51</b>	<b>15</b>	<b>36</b>		

### • Appui aux personnes à besoins spécifiques (PBS)

Avec l'appui des points focaux et à travers les visites à domiciles les moniteurs de protection ont procédé à l'identification de PBS pour ensuite les référer vers les partenaires de prise en charge. Ainsi, 203 cas de PBS ont été identifiés et référés vers les partenaires de réponse. Il s'agit spécifiquement de :

- APBE : 87 PBS dont 04 hommes, 33 femmes, 32 filles et 18 garçons souffrant de maux de tête, fièvre, douleurs aux pieds, paludisme, diarrhée ou ayant besoin d'un soutien psychosocial, ont été référées vers le partenaire pour une prise en charge. Elles ont été identifiées majoritairement au niveau des villages d'opportunités ;
- DRC : 94 cas dont 17 hommes, 53 femmes, 18 filles et 06 garçons souffrant de handicap physique, visuel, en plus des personnes âgées isolées, femmes ayant récemment accouché, ont été identifiés à Garin Yahaya, Souloulou, Haukan Sara, Karo Sofoua, Kabra, Fourra Guirké, Zanfaroua, Halbawa, Dan Daji Makaou, Guidan Roumji et référés vers le partenaire ;

- Save The Children : 22 cas de PBS dont 13 filles et 09 garçons ont été identifiés et référés vers le partenaire pour prise en charge. Ce sont des enfants orphelins vulnérables, enfants séparés et des enfants vivant avec un handicap mental.

## **VII. Besoins prioritaires**

Les besoins prioritaires pour les réfugiés restent les abris, l'alimentation, l'accès aux services de santé, les kits de biens non alimentaires (BNA), y compris les moustiquaires imprégnées, dans les villages d'accueil. Avec le froid qui s'annonce, il est important de doter les ménages en draps, couvertures et vêtements chauds (pull-overs) pour les enfants. L'éducation, la construction/ réhabilitation des classes ainsi que leur dotation en tables bancs et les espaces de jeux pour enfants sont également des besoins prioritaires pour les enfants.

## **VIII. Les Gaps**

Veillez suivre ce lien pour accéder à la matrice des gaps.

## IX. Recommandations

Secteurs	Recommandations	Acteurs concernés	Echéance
<b>Sécurité /Sûreté</b>	Renforcer la sécurité sur les axes routiers et les villages frontaliers	Gouvernement du Niger, FDS	Immédiat
<b>Evaluation des besoins / Assistance en biens alimentaires et non alimentaires</b>	Prendre en compte les réfugiés de Guidan Sori dans les assistances humanitaires en cours dans la zone aux risques de voir leurs vulnérabilités s'accroître	HCR et Partenaires	En continu
	Apporter une solution urgente aux femmes cheffes de ménages pour assouvir leurs besoins alimentaires	HCR et Partenaires	En continu
	Accélérer les évaluations multisectorielles dans les villages qui accueillent des PDI, afin d'apporter des assistances humanitaires urgentes	Etat, HCR et Partenaires	Immédiat
	Apporter une assistance urgente aux communautés et aux enfants pendant cette période d'installation progressive du froid	HCR, Partenaires	Immédiat
	Apporter un appui aux communautés sur l'accès aux services sociaux de base : l'eau, l'éducation et les centres de santé afin qu'elles puissent accéder à ces services	Etat, Partenaires	Dès que possible
<b>Gestion de site</b>	Accélérer la recherche d'un site aux personnes déplacées internes	MAH/GC – Gouvernement du Niger, autorités régionales et locales	Immédiat
	Accélérer la relocalisation des réfugiés déjà enregistrés pour décongestionner les villages d'accueils	CNE, HCR	Dès que possible
	Soutenir la présence effective des partenaires pendant cette période de pandémie de COVID-19 sur toutes les zones d'interventions pour apporter les réponses	HCR	En continu

<b>Protection de l'Enfance</b>	Multiplier les projets de protection de l'enfance urgents qui incluent la mise en place des espaces amis d'enfants (EAE), gestions de cas, ENA/ES, PBS, prise en charge scolaire des enfants	HCR, Partenaires	Dès que possible
<b>Santé</b>	Mettre en place des cliniques mobiles dans les villages d'accueil afin de répondre à l'urgence sanitaire des PBS	HCR, Partenaires	Dès que possible
	Sensibiliser les communautés sur le protocole de prévention de la maladie à Coronavirus (COVID-19)	HCR, Partenaires	En continu